

DEBAT

Religion, islamophobie, travail antiraciste et féminisme - Partie II « La question de la femme »

lundi 19 avril 2010, par [DECARRO Eric](#), [GRÜNBERG Karl](#), [MOULAI Aldjia](#), [SPILLMANN Anna](#), [SPILLMANN Urs](#), [TIREFORT Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2010).

Nous présentons ci-dessous la deuxième partie de notre « critique du texte sur l'antiracisme proposé dans le cadre de SolidaritéS ». On trouvera en introduction de la 1^{re} partie qui porte sur « la question de la religion » des indications plus détaillées sur les motivations qui nous ont amenés à formuler ces critiques.

Voir sur ESSF : [Religion, islamophobie, travail antiraciste et féminisme - Partie I : La question de la religion](#)

Nous avons choisi de citer les passages du texte sur lesquels porte notre désaccord, puis de formuler nos critiques sur le fond. Chacun-e pourra ainsi comparer le contenu du texte critiqué avec l'interprétation que nous en donnons et se former sa propre opinion. Ceux ou celles qui désirent avoir l'intégralité du texte incriminé peuvent s'adresser au secrétariat de solidaritéS Il est aussi disponible sur ESSF en annexe à la Partie I.

Cette seconde partie traite de « la question de la femme » (ce titre figure dans le texte critiqué) et du débat en cours sur le port du voile et de la burqa. Dans une 3^e partie, nous formulerons quelques remarques critiques plus générales portant sur « l'anti-impérialisme et le colonialisme aujourd'hui » et sur « la manipulation du sentiment d'insécurité et de l'inquiétude identitaire ».

Nous ne prétendons pas traiter du problème du féminisme de manière exhaustive et dans toute sa dimension ; nous nous limitons à la question posée par Karl Grünberg, c'est-à-dire essentiellement la relation entre femmes et religions.

Note d'ESSF : Nous avons publié en annexe à la partie I de cette contribution les notes de Karl Grünberg sur le travail antiraciste ici discutées. Nous publions de même cette fois-ci l'intégralité de la « lettre de lecteurs », d'Aldjia Moulai et Karl Grünberg, mentionnée dans la deuxième contribution, ainsi que l'article d'Anna et Urs Spillmann auquel elle répondait.

Sommaire

- [2^e partie « La question de \(...\)](#)
- [Une réponse de Karl Grünberg](#)
- [Lettre d'Alger d'une femme \(...\)](#)
- [Libre opinion : Courrier \(...\)](#)

2° partie « La question de la femme »

Christian Tirefort, Eric Decarro

1.

Sous ce titre, Karl Grünberg écrit ce qui suit : « *La « femme » a été manipulée par le racisme islamophobe qui en a fait l'otage de l'impérialisme colonialiste au même titre que le « progrès » en avait été l'otage au 19^e et au début du 20^e siècle* ».

Nous ne pouvons en aucune manière être d'accord avec cette affirmation. Pour décrypter ce positionnement, décomposons-le en trois phases :

A) « La « femme » a été manipulée par le racisme islamophobe... ». Pourquoi l'auteur parle-t-il de « la femme », et non des femmes ? Si l'on comprend bien, la « femme » dont il est question ici est une notion abstraite : elle correspond grosso modo aux acquis culturels en vigueur dans nos sociétés occidentales, lesquelles sont, selon Karl, « *impérialistes colonialistes* ». Le racisme islamophobe se serait saisi de cette femme, il s'y serait référé explicitement ou implicitement dans son combat contre l'islam. Ainsi tout comme la démocratie ou la laïcité, il aurait instrumentalisé le féminisme à ses fins.

Karl Grünberg n'est manifestement pas satisfait de cette conception de « la femme ». Il estime que cette « femme », avec guillemets, est en général manipulée. Il critique cette notion de la femme en la rapportant à la réalité des rapports de genre dans les pays occidentaux, réalité caractérisée par « *une prétendue reconnaissance du droit des femmes* ». [1] Il lui oppose alors une autre conception de « la femme » intégrant toute la diversité culturelle présente au sein de la population féminine, en particulier parmi les travailleuses.

La « femme », telle que la conçoit Karl Grünberg, doit avoir rompu avec cette conscience aliénée, imprégnée de tous les préjugés idéologiques qui dominent dans les sociétés impérialistes colonialistes. Elle doit être libérée de tout préjugé envers les autres cultures et religions. Elle accepte la diversité culturelle, en particulier celle des femmes musulmanes. Selon Karl, ces dernières - comme d'autres croyantes - vivraient toutes librement leur religion, laquelle, bien sûr, est socialement neutre, sans contenu ou contrainte idéologique. Ces femmes ne sont donc pas, quant à elles, confrontées à une religion chargée de préjugés idéologiques. Elles ne sont pas soumises à la pression familiale ou communautaire pour régler leur vie quotidienne en conformité avec les préceptes religieux, elles obéissent uniquement à leur foi et à Dieu. C'est leur liberté, et celle-ci doit être respectée. Dans cette conception, il n'existe aucun rapport, aucun point de passage entre « la soumission à Dieu » et « la soumission de l'individu à l'Autorité et à l'Etat », entre « la soumission à Dieu » et « la soumission de la femme à l'homme ».

Selon Karl Grünberg, celles et ceux qui imputent de tels préjugés à la religion islamique dérapent vers le racisme « islamophobe ». Pour lui la religion constitue un tout « bon en soi », à prendre telle qu'elle est, puisqu'elle fait partie d'un acquis culturel qui, par définition, n'est pas discutable. Dire autre chose, par exemple que l'islam prône un rapport homme/femme hiérarchique et patriarcal dégradant tant pour l'homme que pour la femme serait refuser la culture des autres pour imposer la sienne, ce serait une forme d'impérialisme culturel.

B) La « femme », entre guillemets, « manipulée par le racisme islamophobe » est de plus « l'otage de l'impérialisme colonialiste ». Les islamophobes sont donc les servants de l'impérialisme colonialiste... et les islamophobes sont tous ceux qui critiquent l'islam, donc les islamistes, ils ne comprennent pas que par leurs critiques ils deviennent des otages de « l'impérialisme colonialiste ». Ne pas être d'accord avec les préceptes religieux de l'islam fait de nous des racistes islamophobes suppôts de « l'impérialisme colonialiste ». Il n'y a là aucune place pour la discussion, seul l'anathème reste, nous toutes et tous qui doutons serions des suppôts de « l'impérialisme islamophobe ».

C) Selon Karl, le « progrès » aurait subi le même sort que la femme au 19^e et au début du 20^e siècle, il aurait été l'otage de « l'impérialisme colonialiste ». Qu'a-t-il subi avant le 19^e et le début du 20^e siècle, ou encore après le début du 20^e siècle ? On ne le sait pas. De qui était-il l'otage avant et après ? Était-il neutre ? Comment se fait-il que le « progrès » ait été pris en otage précisément au 19^e et au début du 20^e siècle, ni avant, ni après ? Karl ne nous le dit pas.

S'il avait examiné cette question, il aurait probablement admis qu'il y avait une domination de classe avant et après le 19^e et le début du 20^e siècle, et que si le « progrès » a été l'otage de « l'impérialisme colonialiste », c'est parce que celui-ci n'était qu'une forme de la domination de classe, que c'est elle qui a pris le progrès en otage avant, pendant et après « l'impérialisme colonialiste ». Et peut-être Karl aurait-il dû reconnaître que la domination sur la femme est une constituante de base de cette domination de classe, que les religions, l'islam ou les autres, sont non seulement des instruments d'oppression des femmes mais aussi de désarmement idéologique des travailleurs/euses, elles prennent en effet en otage tant la possibilité d'émancipation des femmes, en tant que telles, que celle des travailleurs et travailleuses.

Il aurait peut-être aussi réalisé que la religion prétend – contre les scientifiques – connaître le mystère de la « création », et que c'est pour cela qu'elle est régulièrement opposée à la science, ou encore au « progrès ». Il en aurait alors peut-être conclu que la tâche de la gauche n'est pas de s'arrimer à un char religieux, quel qu'il soit, mais de s'en libérer pour créer sa propre vision du monde, un monde libéré des classes sociales, de la domination patriarcale et des préjugés religieux.

2.

Karl a raison sur un point : les forces d'extrême-droite – pas uniquement elles – font référence, entre autres valeurs [2], au féminisme lorsqu'elles s'attaquent à la religion islamique, elles visent ainsi plus loin, les musulmans dans leur ensemble. Elles se cachent derrière des valeurs aujourd'hui encore tolérées dans nos sociétés pour les besoins de leur cause. Mais il est clair que ces forces n'invoquent le féminisme que pour leur propagande, pour parvenir à leurs fins ; dans les faits, elles n'hésitent pas à fouler au pied toutes les valeurs démocratiques, a fortiori celles imposées par le mouvement féministe, en particulier l'égalité de genre, elles prônent le patriarcat le plus rétrograde. Elles instrumentalisent le féminisme pour leur propagande, mais dans les faits elles le combattent. Leur prétendu féminisme ne doit donc en aucun cas être pris pour argent comptant. Il en va de même de leur prétendue défense de la démocratie et de la laïcité.

Cela dit, doit-on prendre exactement le contre-pied de leur position, réagir en termes exactement symétriques, par exemple comme suit : « les islamophobes critiquent l'islam, cette critique est une forme de l'impérialisme culturel des sociétés colonialistes occidentales, nous devons donc défendre inconditionnellement l'islam victime de cet impérialisme, cela est en même temps une défense des droits humains et de la liberté qui relève d'une résistance à l'impérialisme dans nos pays mêmes ». Une telle réponse, en termes inversés et purement réactive, nous cantonnerait sur le terrain que nous imposent les islamophobes, celui de la religion, pour ou contre l'islam, et nous amènerait à fermer les yeux sur les conceptions et pratiques réactionnaires de l'islam et d'autres religions

monothéistes. Ce faisant, nous affaiblirions y compris notre combat contre le racisme anti-musulmans, notamment celui de l'UDC.

L'initiative « anti-minarets » de l'UDC visait en effet 2 buts : 1) à travers une charge contre l'islam, attaquer les musulmans dans leur ensemble, comme le prouvent les déclarations d'Ulrich Schlüer [3], l'un des initiateurs de cette initiative raciste, selon lequel « *les musulmans sont trop nombreux en Suisse* » ; 2) réaffirmer la prééminence de la religion chrétienne sur toutes les autres.

Quant à nous, face à de telles initiatives, nous n'avons pas à prendre parti pour une religion contre une autre ; nous devons combattre ce racisme anti-musulman à partir de nos propres valeurs et principes. Nous défendons le droit pour chacun de croire ou de ne pas croire, nous défendons le droit pour tous les croyants - les musulmans, comme les autres - de pratiquer la religion de leur choix ; mais nous défendons tout aussi fermement notre droit à la critique des religions, quelles qu'elles soient, ainsi que le principe de la séparation de l'Etat et de la religion.

3.

Dans la conception de Karl, il n'y a plus de domaine universel (par exemple celui des droits humains) : toute tentative d'universalisation des conquêtes du siècle des lumières est purement et simplement assimilée à de « *l'impérialisme culturel* ». Le fait que les valeurs prônées lors du siècle des lumières aient bien souvent été instrumentalisées par les puissances colonialistes ne doit pas mener à leur négation, à prétendre qu'elles auraient été la cause de l'expansion coloniale ou même, comme certains hauts prélats de l'Eglise catholique l'insinuent, que l'esprit des lumières aurait engendré Auschwitz [4] .

Selon la conception de Karl, les contradictions au sein des sociétés « *impérialistes colonialistes* » sont inexistantes, elles sont évacuées. Cette conception relève d'un déterminisme mécaniste : tout est écrasé sous l'impérialisme colonialiste ; tous les droits qui existent dans nos sociétés deviennent eux-mêmes des attributs de l'impérialisme colonialiste, ils sont tous surdéterminés par lui. Avec une telle position, on en vient à nier qu'il y ait, ou qu'il y ait eu des aspects « progressistes » (plus avancés) au sein de certaines sociétés par rapport à d'autres, aspects aujourd'hui souvent attaqués mais que nous devons impérativement défendre (par exemple, le droit au divorce et à l'avortement, la liberté pour chacun.e de déterminer son orientation sexuelle, la liberté d'expression, la liberté de réunion, etc.) ; on disqualifie par avance nos propres combats pour les droits démocratiques, les droits des femmes, la laïcité, etc.

D'un côté, Karl prend au mot les forces d'extrême-droite quand elles se réfèrent au féminisme pour attaquer l'islam ; d'un autre côté, il jette le bébé avec l'eau du bain en critiquant les mouvements féministes qui combattent la domination patriarcale, cela sous prétexte que ces mouvements en développement dans certaines sociétés occidentales seraient manipulés par l'impérialisme colonialiste.

Et il persiste et signe dans un autre texte [5] lorsqu'il écrit que l'islamophobie se serait développée « *en défense d'une nouvelle politique impérialiste et coloniale menée au nom d'une prétendue supériorité occidentale qu'exprimeraient ses institutions soi-disant démocratiques et sa prétendue reconnaissance des droits des femmes* ».

Qu'on doive critiquer avec force une grille de lecture qui, au nom de la démocratie, justifierait les guerres impérialistes, les agressions et interventions armées, ou encore l'établissement de bases militaires dans le monde entier, n'est pas contestable, mais de là à aller jusqu'à nier des droits démocratiques souvent conquis au terme de dures luttes et de révolutions, il y a un fossé que nous ne franchirons pas.

Nous connaissons les limites de la démocratie dans les sociétés capitalistes, nous savons que les espaces et les droits démocratiques sont de plus en plus attaqués pour les besoins du capital et que les inégalités sociales galopantes dans nos sociétés sapent l'égalité en droit des citoyens, nous connaissons les discriminations de toutes sortes subies par les travailleuses, cela malgré les lois sur l'égalité hommes-femmes, nous sommes plus que conscients que les pays capitalistes dits développés sont en train de s'ériger en forteresses pour faire barrage aux migrations en provenance des ex colonies ; nous refusons cependant de jeter le bébé avec l'eau du bain, et pour cela nous continuerons notre combat pour maintenir et développer les droits démocratiques.

Ces espaces démocratiques sont des points d'appui pour notre combat pour en finir avec le capitalisme et ils constituent des bases y compris du système alternatif que nous voulons opposer à la barbarie aujourd'hui dominante. Aussi limités et insuffisants soient-ils, nous refusons de tirer un trait sur ces droits, et nous refusons de les considérer tous comme des pseudo-droits marqués du sceau de l'impérialisme colonialiste.

Certes au regard de ce qu'ils devraient être dans une société alternative au capitalisme ces droits démocratiques sont à relativiser, mais pas au regard de ce qui se passe aujourd'hui dans certaines sociétés qui les nient et les bafouent au nom de l'obscurantisme religieux qu'elles veulent imposer.

Même limités, tout droit démocratique doit être défendu, c'est à partir de cette défense qu'ils pourront être étendus. C'est une partie importante de notre contribution au combat pour les droits démocratiques menés par les mouvements de travailleurs/euses partout dans le monde, c'est aussi une partie de notre contribution au combat pour l'égalité hommes/femmes dans le monde entier.

4.

Après avoir affirmé que « la femme » serait « *manipulée par le racisme islamophobe qui en a fait l'otage de l'impérialisme colonialiste* », Karl poursuit : « *Un certain nombre de courants se revendiquant du féminisme, sont proches de la social-démocratie ou des verts. La social-démocratie et beaucoup de verts adhèrent au colonialisme impérialiste. Ces courants ont stimulé au sein d'un mouvement féministe nécosé l'illusion que la lutte contre l'islam était sienne. L'illusion, parfois, qu'au creux de ce foyer sa flamme serait réanimée* ».

Ce raisonnement en forme de syllogisme est tout aussi simpliste et inacceptable : un certain nombre de courants se réclamant du féminisme sont proches de la social-démocratie ou des verts ; or, la social-démocratie et beaucoup de verts adhèrent au colonialisme impérialiste ; donc ces courants féministes expriment les positions colonialistes impérialistes lorsqu'ils critiquent l'islam.

Par extension, cette position on ne peut plus mécaniste tend à assimiler tout le mouvement féministe, parce qu'il critique l'islam, à une position colonialiste impérialiste. Karl parle en effet d'abord « *d'un certain nombre de courants féministes* » pour passer ensuite à l'ensemble du mouvement féministe, « *un mouvement féministe nécosé au sein duquel ces courants ont stimulé l'illusion que la lutte contre l'islam était sienne* ». C'est tout juste si Karl ne pointe pas la cause de cette prétendue « nécrose » dans le fait que le mouvement féministe critique les religions, tout particulièrement l'islam.

Selon nous, la critique qu'adresse le mouvement féministe aux conceptions et pratiques réactionnaires inscrites dans l'islam, comme dans les autres religions monothéistes, est parfaitement juste et légitime. Cette critique est par ailleurs presque toujours bien ciblée puisqu'elle touche essentiellement l'assujettissement des femmes, leur domination par les hommes.

5.

Karl développe ensuite son raisonnement : « *Notre point de vue est celui de la relance d'un mouvement féministe qui s'adresse aux femmes et aux travailleuses dans leur diversité, qui ne se réduise pas à la revendication de la parité politique, dernier terrain du combat pour la loi sur l'égalité hommes-femmes et de la grande grève de 1991* ».

Tout d'abord, la grève des femmes de 1991 en Suisse n'a pas porté principalement sur la question de la parité politique. Cette grève a porté au contraire pour l'essentiel sur la question de l'égalité professionnelle hommes/femmes. Un principe constitutionnel avait été voté en 1981, mais aucune loi d'application ne voyait le jour. La grève des femmes avait pour but, entre autres, de faire pression pour l'adoption d'une loi sur l'égalité, laquelle a finalement été adoptée peu après la grève des femmes. Cette loi sur l'égalité est relativement progressiste, mais, dans la pratique, elle est insuffisamment appliquée, elle souffre de la faiblesse du mouvement des travailleurs en général. Il conviendrait de se demander quelles causes profondes expliquent une telle résistance à l'application de ce principe d'égalité.

Karl appelle ensuite de ses vœux une relance du mouvement féministe qui devrait « *s'adresser aux femmes et aux travailleuses dans leur diversité* ». Cette déclaration passe-partout élude soigneusement la question de la domination patriarcale qui fonde toutes les religions monothéistes. En effet, toutes fonctionnent sur la base d'une seule et même ligne fortement hiérarchisée : d'abord Dieu, puis l'homme, ensuite la femme.

Par sa proposition de relance d'un mouvement féministe, Karl invalide le mouvement existant et ses positions de fond s'en prenant aux conceptions et pratiques réactionnaires tant de l'islam que d'autres religions monothéistes, dans la même foulée il invalide la critique féministe de la domination patriarcale [6]. Lorsqu'il invoque les « *femmes et les travailleuses dans leur diversité* », Karl cherche à concilier l'inconciliable : en effet, on ne peut à la fois vouloir se battre pour la « tolérance » à l'égard de celles qui portent le voile [7], c'est-à-dire un signe identitaire religieux qui symbolise la soumission de la femme et, en même temps, prôner l'affranchissement des femmes et leur égalité avec les hommes.

Nombre de féministes sont très cohérentes, elles critiquent aussi les autres religions. Les femmes mettent ainsi en évidence que par-delà la rivalité croissante entre elles, chacune cherchant à élargir son influence au détriment des autres, les religions sont unanimes lorsqu'il s'agit d'imposer la domination patriarcale, ou, comme l'ont montré les divers positionnements sur la question de l'avortement, de vouloir déposséder les femmes du contrôle sur leur propre corps, voire mutiler leur sexualité.

Si la critique féministe s'adresse plus fortement à la religion islamique, c'est que bien souvent les gouvernements des pays musulmans sont soumis à la loi de la Charia et, en son nom, n'hésitent pas à attaquer les droits démocratiques les plus élémentaires. La Charia imprègne ainsi tous les comportements personnels et tous les rapports sociaux [8]. Ce qui, ailleurs, paraît parfois n'être plus qu'une survivance archaïque devient sous la Charia une pratique oppressive supplémentaire sur les femmes. Le siècle des lumières a fortement imprégné les pays européens, il a bien souvent développé une critique acérée de la religion. La religion y a perdu des combats. Elle a dû s'adapter au nouvel état de fait, *nolens volens*, tandis que les zones d'influence de l'islam paraissent généralement imperméables.

6. Le voile et la burqa

Dans une lettre au périodique de *solidaritéS*, en réponse à l'article « lettre d'Alger d'une femme en colère » [voir ci-dessous], Karl Grünberg et Aldjia Moulaï reprennent la même antienne et défendent le port du voile ainsi que le port de la burqa au motif que cela participerait « *du droit de se vêtir à sa*

guise », « un droit qui n'est pas conjoncturel, relatif ».

Et les auteurs de poursuivre : « *une position laïque ne doit-elle pas accepter le port de ces pièces de vêtement sans leur attribuer de signification religieuse ?* ». « *Ne reconnaît-on pas le droit de chacune à se poser des piercings ou à se tatouer, à suivre les canons de la mode ou à s'y soumettre ?* ».

Il n'y a pas pire façon de poser le problème. Le port intégral du voile, ou de la burqa ne sont pas de simples libertés vestimentaires, mais sont des attributs religieux ostensibles, des signes que les militants islamistes les plus radicaux veulent imposer partout. On agresse même parfois ceux ou celles qui prôneraient autre chose. Ce fut le cas, notamment en France, d'un imam qui s'est prononcé contre le port de la burqa. Ceux ou celles qui se cachent derrière une pseudo liberté de se vêtir comme ils/elles l'entendent placent leurs propres opinions subjectives avant le combat contre l'assujettissement de millions de femmes.

Innombrables sont les femmes qui n'ont pas d'autre horizon que celui de leur mari, de leur famille et de leur religion ou qui, contre leur gré, sous la contrainte, doivent leur vie durant cacher leur visage, voire ont été agressées parce qu'elles refusaient de porter le voile [9]. L'obligation du port du voile n'est-elle pas en de nombreux endroits un précepte qui a valeur de contrainte d'Etat ? Une contrainte d'Etat peut-elle être une liberté ? Que les femmes, parce qu'elles y sont contraintes, portent le voile dans les pays musulmans n'est pas une raison pour faire l'apologie du voile dans les pays non musulmans. De plus, présenter cela comme l'affirmation d'une liberté est passablement hypocrite. Face à l'injustice, ce n'est pas la liberté qu'il faut invoquer, c'est la justice. Le port du voile est une contrainte pour certaines, il est une marque de soumission, il est donc injuste. Sortir de là c'est plonger dans le sophisme et l'hypocrisie.

Nous considérons qu'une organisation anticapitaliste devrait prendre position contre le port du voile et de la burqa, faire connaître ses positions sur cette question (et plus fondamentalement sur la religion) et adopter des pratiques conséquentes de ce point de vue. Par contre, prendre position pour une loi qui interdirait le port du voile ou de la burqa pose de tout autres questions, parce qu'une telle loi apparaîtrait de toute évidence comme l'application de discriminations racistes à l'égard de l'ensemble de la communauté musulmane, dans la ligne du débat sur « l'identité nationale » en France. Elle pourrait de plus être utilisée dans un but démagogique par le pouvoir, par exemple dans la période actuelle de crise pour faire diversion aux problèmes sociaux, la montée du chômage et les attaques multiformes visant les travailleurs/euses et les populations.

Nous ne sommes pas d'accord avec une loi interdisant « d'en haut » le port du voile ou de la burqa. Une telle interdiction ne ferait que renforcer, l'influence des mouvements intégristes au sein des communautés musulmanes, elle leur permettrait de se poser en victimes. Elle accentuerait les réactions identitaires, non seulement parmi les hommes mais aussi et surtout parmi les femmes musulmanes, les premières concernées. De même que nous sommes contre les contraintes exercées sur les femmes dans les pays musulmans pour qu'elles se voilent ou se cachent derrière la burqa, nous sommes contre les contraintes exercées sur les femmes musulmanes dans nos pays pour leur interdire par la loi de porter le voile ou la burqa. Nous sommes contre toute répression policière ou judiciaire qui aurait pour but d'imposer cette interdiction d'en haut.

En revanche, nous sommes pour une stricte application de la laïcité, donc l'interdiction du voile ou de signes identitaires religieux quels qu'ils soient, musulmans ou d'autres religions, pour le personnel des administrations ou établissements publics.

7.

Il n'y a pas que les positions racistes, islamophobes et xénophobes de l'UDC ou des forces similaires

qui divisent les travailleurs et les travailleuses ; lorsqu'elles sont imposées, les religions divisent aussi, non seulement elles anesthésient les créativité, mais, comme tout ce qui est imposé par la contrainte, elles impliquent l'usage de la violence et de la coercition [10].

Les islamistes fondamentalistes – tout comme les intégristes des autres religions monothéistes – font de la religion un critère absolu ; toutes les autres contradictions, y compris de classe, doivent lui céder le pas. La pseudo division musulmans/non musulmans (mais aussi chrétiens/non chrétiens ; juifs/non juifs ; religieux/athées) est ainsi substituée à la vraie contradiction entre ceux et celles qui travaillent socialement, pour le bien commun, et ceux et celles qui vivent de la course au profit et de l'exploitation du travail des premiers. Selon le concept véhiculé par les fondamentalistes religieux le monde serait divisé entre leur communauté de « croyants », quelle que soit leur position sociale, contre tous les autres, considérés comme des infidèles, des impies et des mécréants.

Les fondamentalistes de l'islam poussent ce type de communautarisme jusqu'à l'absurde, y compris jusqu'à la terreur, et ils envoient parfois leurs enfants (femmes ou hommes) se faire exploser pour en tuer d'autres.

8.

Sachant cela, le combat des féministes contre ces forces réactionnaires est non seulement justifié, il est aussi exemplaire.

Les critiques que nous formulons à l'encontre de l'intégrisme religieux, islamique ou autre, ne nous empêcheront pas de participer à des manifestations contre les guerres impérialistes au Moyen-Orient ou ailleurs dans le monde.

Nos dénonciations du bellicisme de l'Etat d'Israël contre Gaza ou contre le Liban n'en paraîtront que plus légitimes. Nous éliminerons toute confusion entre la lutte contre l'opresseur israélien et le soutien à des intégrismes religieux.

Ce positionnement ne nous empêchera pas non plus de dénoncer le racisme islamophobe de l'UDC, et de ceux et celles, partis ou individus, qui lui emboîtent le pas, mais dans ces combats nous distinguerons soigneusement lutte contre le racisme et soutien à une quelconque religion. Nous resterons laïques jusqu'au bout des ongles.

Certes, le racisme et la xénophobie de l'UDC et de ses acolytes ne doivent pas être sous-estimés. Mais ils doivent être combattus à partir de nos idées et avec les forces sociales qui s'en saisiront à leur tour et les enrichiront. Et nous ne tomberons pas dans un angélisme béat, chez les islamistes comme ailleurs, nous le savons « tout le monde, il n'est pas beau, tout le monde il n'est pas gentil ». Nous combattons aussi sans relâche contre tous les absolutismes, tous les autoritarismes, tous les obscurantismes et tous les réactionnaires qui les portent, qu'ils soient religieux ou pas.

Christian Tirefort, Eric Decarro

Genève, mars 2010

* Paru sur :

<http://www.travail-et-salariat.org/spip/spip.php?article26>

Une réponse de Karl Grünberg

Chers camarades,

Le 9 mars dernier vous avez mis en circulation la 1^e des 3 parties de votre « critique au texte de Karl Grünberg paru dans la lettre aux membres de solidarités ». Le 1^{er} avril une 2^e partie abordait « féminisme et religions », la 3^e reste à venir.

Le 7 mars, Eric Decarro m'ayant informé de votre projet. Mais je lui ai proposé « d'échanger dès maintenant pour préciser nos positions, nos accords ou nos désaccords ». Vous n'avez pas retenu ma proposition, c'est dommage, on aurait pu éviter un gros malentendu.

Je me réjouis que vos textes soient repris sur plusieurs listes de diffusion et qu'elles contribuent à un débat important peut-être un peu négligé dans vos rangs. Mais, pour cette raison précisément, je ne peux plus attendre pour tenter euh... de remettre l'église au milieu du village.

Votre bel effort, ne répond pas « à un texte qui n'ayant fait l'objet d'aucune critique aurait été avalisé par solidarités en tant qu'orientation de son travail dans la lutte contre l'islamophobie et le racisme ».

La note qui bénéficie de votre intérêt, maladroitement écrite comme le sont hélas trop souvent de tels documents, provient d'un bulletin interne et proposait des pistes de réflexion en vue d'une séance à venir.

Bien loin d'exprimer une position cette note n'avait d'autre ambition que d'ouvrir la discussion. Et ce fut le cas, comme on le montre la livraison suivante de la Lettre mensuelle aux membres de solidarités qui dégage, suite à la discussion qu'ouverte cette note, des pistes de travail tout autres que la supposée position qui vous a stimulée un peu trop vivement.

Cette note n'exprime ni les positions de solidarités ni les miennes, sur lesquelles j'aurai l'occasion de revenir.

Merci par avance de faire circuler cette mise au point parmi les destinataires de votre contribution.

Salutations solidaires

Karl Grünberg

Lettre d'Alger d'une femme en colère

Anna et Urs Spillmann

Wassyla Tamzali, issue d'une famille algérienne de tradition musulmane, avocate et féministe, adresse dans son livre « Une femme en colère » une « Lettre d'Alger aux Européens désabusés », qui auraient oublié les combats menés jadis en commun avec les colonisés.

Entraînés dans des dérives culturalistes, défendant un « islam modéré » ou la « laïcité ouverte », ils s'engagent dans un débat, au bout duquel les seuls gagnants risquent d'être les islamistes, aux dépens des principes démocratiques fondamentaux tels que l'égalité des sexes et la liberté de conscience.

Née en 1941 à Alger, Wassyla Tamzali a connu dans sa famille un islam doux, qui posait certaines règles de conduite, mais laissait des marges de manœuvre à la personne restée libre de l'importance qu'elle voulait donner à son implication religieuse. Son père était engagé pour la libération du pays. Wassyla a appris à connaître la violence aveugle, quand il est tué en 1957 par une jeune recrue du FLN. Après avoir pratiqué comme avocate à Alger, elle a travaillé pendant 20 ans à l'Unesco, principalement pour les droits des femmes. Elle vit aujourd'hui en Algérie et partage son temps entre l'écriture et l'activité militante.

Son livre évoque avec émotion la lutte de libération de l'Algérie et la rencontre entre Simone de Beauvoir et la résistante Djamila Boupacha. Il y a quelques années encore, elle était fière de se dire algérienne et d'avoir fait partie de ces femmes au visage découvert, éclatantes de joie à la libération du colonialisme, « symboles d'un tiers-monde triomphant, au coude à coude avec leurs hommes ». Aujourd'hui, elle est amenée à se demander, qui elle est, et finit par se désigner comme « *innommée* », ne se reconnaissant pas dans « *l'identité toute faite, emballée dans la religion* » qu'une Algérienne reçoit d'interlocuteurs européens, qui ne voient à la place des féministes du Sud que des « *femmes musulmanes* ».

Quelle « laïcité » ?

Aujourd'hui, le ressentiment de l'immigré maghrébin ou du Français d'origine maghrébine exposé en Europe au racisme, crée un terrain favorable au sentiment d'identité communautaire et à l'islamisme, et ce ne sont pas les « longs sanglots de l'homme blanc », qui y changeront quelque chose, surtout quand celui-ci se préoccupe en premier lieu de préserver la « *diversité culturelle* » et d'échapper à l'opprobre d'islamophobie. L'épistolière en colère reproche à ses « *amis-européens-intellectuels-de-gauche-pour-la-plupart* » leur aveuglement devant les « *islamistes modérés* », quand ils se font avec ceux-ci les chantres de la démocratie et de la laïcité, en oubliant qu'il s'agit d'une démocratie sans égalité des sexes et sans liberté de conscience, l'islam considérant l'apostasie comme un crime. Du moment que la notion de laïcité tend à être dénaturée en « *respect de toutes les religions* » et à perdre son sens de liberté de conscience, les islamistes se révèlent être les meilleurs défenseurs de la laïcité...

Un piège identitaire

Lors de l'affaire du foulard en France, la commission préparatoire à la loi ignorait le principe constitutionnel de l'égalité des sexes. Les féministes furent exclues du débat et le voile a été interdit en tant que signe religieux, sans faire de cas de sa fonction de ségrégation sexuelle. L'écrivaine considère que les femmes qui se voilent pour affirmer leur identité de « *Françaises musulmanes* » tombent dans un piège. Comme sous le colonialisme, lorsqu'elles étaient « *l'ultime refuge de l'identité des populations contre l'occupant étranger* », on demande de nouveau aux femmes musulmanes de « *porter les signes d'appartenance à leur société* ». Elles sont ainsi amenées à se soumettre, souvent sans mesurer toute la portée de leur geste, à une société patriarcale, dans laquelle « *les règles de mariage, de divorce, de copulation, sont des règles sacrées* », dictées par le Coran et les dits du prophète.

Selon les recherches de l'historienne tunisienne Latifa Lakhdar, les premières révélations de Mahomet étaient exemptes de misogynie ; mais afin de rassurer les soldats de la nouvelle religion, le prophète s'est vite ravisé et a sanctifié le pouvoir mâle sur les femmes. L. Lakhdar : « *les hommes*

des premiers temps de l'Islam faisaient de la virilité et de la libido dominantis leur capital symbolique. Cet éros théologisé à outrance a conditionné et continue de le faire, l'éthos islamique ». W. Tamzali constate que dans une société, où la femme est ainsi identifiée par une morale sexuelle, le voile, loin de la protéger, prend une fonction érotique ; à l'augmentation du nombre de femmes voilées correspond celle des crimes sexuels, du harcèlement sexuel dans les universités et sur les lieux de travail, de la prostitution.

Pour un féminisme universel et laïc

Face aux applications barbares de la charia, depuis la dissolution forcée de mariages parce que l'un des conjoints ayant osé critiquer l'islam est convaincu d'apostasie, jusqu'à la lapidation d'une jeune femme qui a eu le tort d'être enceinte par suite d'un viol, M^{me} Tamzali attend de l'intelligentsia musulmane une condamnation ferme de ces pratiques. Tariq Ramadan la déçoit lorsque, au sujet de la lapidation, il propose juste un moratoire. Par ailleurs, l'auteure soupçonne les stratèges politiques de vouloir utiliser l'islamisme modéré pour faire barrage à une iranisation des pays à majorité musulmane, en intégrant les islamistes modérés à ces régimes despotiques. « *Aux uns les fioritures arabo-islamiques, et au passage la consolidation de la morale sexuelle bédouine - ça arrange tout le monde -, aux autres l'argent, le pétrole et le pouvoir.* »

Selon Wassyla Tamzali, la tâche du féminisme dans les pays musulmans est de poser clairement la question tant aux responsables politiques qu'aux islamistes, nationalistes et intellectuels : « *Les femmes sont-elles des individus à part entière, libres et égales ?* » Sans vouloir être négative d'emblée, il lui paraît difficile, qu'un féminisme musulman puisse garder son autonomie ; elle reste persuadée qu'un féminisme universel et laïc a encore un rôle à jouer dans son pays, et s'étonne que pour certaines féministes européennes, qui considéraient naguère le droit à la liberté et le droit à l'égalité comme inaliénables, ceux-ci soient brusquement devenus conjoncturels, comme si le droit de penser était aussi réservé à l'Occident.

Anna et Urs Spillmann

* *Paru dans solidaritéS n°161 (18/01/2010), p. 12.*

Libre opinion : Courrier des lecteurs et lectrices

Aldjia Moulai, Karl Grünberg

L'article « Lettre d'Alger d'une femme en colère » paru dans le numéro 161 a suscité plusieurs réactions critiques. Nous publions l'une d'entre elles ci-dessous. Prochainement, le comité de rédaction discutera de l'éventuelle ouverture d'un débat dans nos colonnes sur cette question (réd.)

Chers Anna Spillmann-Andreadi et Urs Spillmann,

Nous avons lu avec intérêt votre compte rendu du livre de Wassyla Tamzali (WT) Une femme en colère. Lettre d'Alger aux Européens désabusés intitulé « Lettre d'Alger d'une femme en colère » (*solidaritéS*, no 161).

Le chapeau et le premier paragraphe de votre article interpellent. Vous mettez en exergue des « *Européens désabusés qui auraient oublié les combats menés jadis en commun avec les colonisés* ». Mais qui sont-ils ? Pensez-vous aux militant·e·s qui étaient alors solidaires de la lutte anticolonialiste ? Evoquer l'oubli est ici une figure de style. Plutôt qu'oublié, leur combat est, hélas, ignoré. Vous savez combien ils étaient minoritaires et souvent réprimé·e·s.

Cette référence à l'oubli est malheureuse. Elle passe comme chat sur braise sur les changements essentiels de période et d'acteurs qui sont intervenus depuis.

Ensuite, votre choix de mettre en évidence ces « *Européens désabusés* » que vous estimez « *entraînés dans des dérives culturalistes défendant un islam modéré ou la laïcité ouverte* » nous surprend. Pourquoi avoir sélectionné ce seul courant de pensée et pourquoi ne pas le dire à vos lecteurs et lectrices ?

Et puis vous dessinez une esquisse de WT, en exposant les raisons de sa colère. Née en 1941, elle aurait connu enfant (sous la colonisation donc) un « *islam doux* » et découvert la violence aveugle quand son père, engagé pour la libération du pays, « *est tué par une jeune recrue du FLN* ». Vous dites sa fierté « *d'avoir fait partie à la libération du colonialisme de ces femmes au visage découvert symboles d'un tiers-monde triomphant au coude à coude avec leurs hommes* » puis vous évoquez pêle-mêle l'islamisme d'aujourd'hui et ses amis-européens-intellectuels-de-gauche-pour-la-plupart, « *leur aveuglement devant les islamistes modérés* ».

Après avoir posé ce cadre, vous développez la question du port du foulard sans qu'il soit clair si vous exposez le point de vue de WT ou si vous présentez le vôtre.

Selon WT, son interdiction dans les établissements scolaires français n'aurait pas « *fait de cas de sa fonction de ségrégation sexuelle* ». Vous suggérez que seuls le « *relativisme culturel* » et une renonciation au caractère universel des droits humains expliqueraient pourquoi ces Européens désabusés accepteraient le port du voile.

Mais d'où tenez-vous cette conviction partielle et lacunaire ?

Ne pouvez-vous pas admettre que le droit de se vêtir à sa guise comporte celui de porter le voile ou la burqa ?

Ce droit n'est pas conjoncturel, relatif. Chacune ayant un droit égal à se protéger de l'interdiction ou de l'obligation de les porter, une position laïque ne doit-elle pas accepter le port de ces pièces de vêtement sans leur attribuer de signification religieuse ?

Ne reconnaît-on pas le droit de chacun-e à se poser des piercings ou à se tatouer, à suivre les canons de la mode ou à s'y soumettre ?

Hommage du vice à la vertu, votre texte comporte sa contradiction. Vous fustigez le supposé « *relativisme culturel* » qui recule devant un « *islam modéré* », mais vous valorisez « *un islam doux qui pose certaines règles de conduite, mais laisse des marges de manœuvre à la personne restée libre de l'importance qu'elle veut donner à son implication religieuse* ».

Laïcs et athées, nous reconnaissons à chacun-e le libre exercice de sa foi et l'expression de ses convictions et nous sommes engagés pour une société fondée sur la reconnaissance effective de tous les droits humains.

Le débat ouvert par l'initiative contre la construction de minarets a révélé une difficulté à reconnaître l'existence de l'islamophobie et à engager la lutte contre cette forme du racisme.

L'islamophobie, faut-il le rappeler, s'est développée

- contre « l'immigration d'origine musulmane » en articulant des arguments identitaires et une conception de la nationalité basée sur le droit du sang opposé au droit du sol ;
- contre une région du monde définie comme musulmane, au nom du clash des civilisations et pour justifier des guerres, et notamment en Afghanistan, en Irak et en Palestine ;
- en défense d'une nouvelle politique impérialiste et coloniale menée au nom d'une supposée supériorité occidentale qu'exprimeraient ses institutions soi-disant démocratiques et sa prétendue reconnaissance des droits des femmes.

Au cours du débat, et plus encore après que l'initiative l'eut emporté, se sont ajoutés au refus des minarets les combats contre le voile et la burqa. Des points de vue différents portent ces causes. Ils partagent un point commun, celui d'être exprimés dans des termes fortement émotionnels.

Aldjia Moulai, Karl Grünberg Pour ACOR SOS Racisme

* *Paru dans solidaritéS n°162 (28/01/2010), p. 2.*

Notes

[1] Lettre de Karl Grünberg et Aldjia Moulai, ACOR SOS Racisme, paru dans le n° 162 de *SolidaritéS* - reproduite ici en annexe.

[2] Ils se réfèrent aussi à la démocratie et à la laïcité.

[3] Rappelons qu'Ulrich Schluer a des antécédents en matière de racisme : il été président de l'association Suisse-Afrique du Sud du temps où sévissait l'apartheid dans ce pays.

[4] Voir ces passages de l'ouvrage du cardinal Lustiger « Le choix de Dieu », cités par Gilles Kepel dans « La Revanche de Dieu » : « Je fais partie de cette génération qui a recueilli les fruits amers d'une prétention de la raison à une souveraineté sans mesure ». Cette « suffisance de la raison », qui ignore Dieu et n'aurait plus de compte à rendre qu'à elle-même, a trouvé son aboutissement dans les totalitarismes nazi ou stalinien. (...) Elle naît dans le siècle des Lumières (qui a engendré) le totalitarisme, c'est-à-dire la divinisation de la raison humaine qui refuse toute critique ». Ou encore : « ...je crois que l'antisémitisme de Hitler relève de l'antisémitisme des Lumières et non d'un antisémitisme chrétien ». En fait de divinisation de la raison humaine, c'est tout le contraire qui s'est passé, les totalitarismes ont pris le contre-pied de l'Esprit des Lumières comme en témoigne le déferlement de la barbarie, le déchaînement de l'hystérie et de l'irrationnel, les camps d'extermination des juifs, des tziganes et des opposants, les autodafés de livres, l'oppression de la libre critique et de la libre expression des idées.

[5] Lettre de Karl Grünberg et Aldjia Moulai, pour ACOR SOS Racisme, paru dans le n° 162 de *SolidaritéS* - reproduit ici en annexe.

[6] Que dans la lutte des travailleurs.euses, dans une grève par exemple, on doive s'adresser à

toutes et tous, indépendamment de leur religion ou de leur croyance, c'est indiscutable. Dans un tel mouvement, on ne privilégiera nullement le critère religieux, l'enjeu principal consistera à intégrer tous les travailleurs et travailleuses dans la grève. Cela n'autorise pas, pour autant, à invalider la critique qu'adresse le mouvement féministe aux religions, en particulier à l'islam, car celle-ci s'attaque au noyau fondamental de la domination des hommes sur les femmes, le patriarcat.

[7] Dans son film intitulé « Voile sur la République », le réalisateur français Bernard Debord montre bien comment dans son pays le port du voile est imposé aux jeunes filles musulmanes sous la pression de leur communauté : celle qui porte le voile est considérée par sa famille et les habitants de son quartier comme « une fille bien », tandis que celle qui refuse de le porter est considérée comme « une rebelle », « une fille des boulevards ».

[8] Dans le Conseil des droits de l'homme, les pays musulmans ont obtenu que la question de la Charia ne fasse l'objet d'aucune discussion et qu'aucune critique ne puisse être adressée à celle-ci. La Charia - ou des éléments de celle-ci - tendent désormais à être mise en œuvre par la plupart des gouvernements des pays musulmans.

[9] De nombreuses femmes ont aussi été tuées pour avoir refusé un mariage arrangé, souvent avec un homme considérablement plus âgé, et voulu vivre leur amour pour un autre homme, parfois d'une autre confession, voire même athée.

[10] Citons, parmi tant d'autres exemples, les assassinats perpétrés aux Etats-Unis par des intégristes chrétiens contre des médecins qui pratiquent l'avortement.